

Unité départementale de la Côte-d'Or
21, boulevard Voltaire
CS 27912
21079 Dijon Cedex

Dijon, le 25/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DMV France SAS

ROUTE DE SEMUR

BP 10

21500 Montbard

Références : 2025-072

Code AIOT : 0005401359

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2025 dans l'établissement DMV France SAS implanté Route de Semur BP 10 21500 Montbard. L'inspection a été annoncée le 06/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DMV France SAS
- Route de Semur BP 10 21500 Montbard
- Code AIOT : 0005401359
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société DMV FRANCE exploite sur la commune de Montbard (21), une usine de fabrication de tubes métalliques en acier inoxydable, sur un site créé en 1895. Elle emploie plus ou moins 300 personnes sur le site. L'installation jouxte celle de Framatome et de VALTI (anciennement VALLOUREC), historiquement ces 3 installations n'en faisaient qu'une, c'était VALLOUREC.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.2.2	Demande d'action corrective	15 jours
2	Entretien et surveillance	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.2.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	identification des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
4	caractéristique des débourbeur-déhuilleur	Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.3.11	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant avait entrepris des démarches en 2024, afin de mettre à jour ses plans des réseaux d'eaux.

Les contrôles réalisés pour le moment uniquement sur certains tronçons, ont permis, en partie, d'actualiser les plans, mais également de contrôler l'état de ceux-ci. En effet, les rapports font ressortir quelques remarques sur l'état de certains tronçons, remarques que l'exploitant est invité à prendre en compte.

De plus, la visite a permis à l'inspection de constater que les eaux météoriques collectées sur les terrains au sud du site (derrière la voie ferrée) se déverseraient dans le réseau des eaux pluviales du site, ce qui aurait pour conséquence de venir diluer les rejets des installations avant les contrôles et analyses en sortie de site.

La visite a également fait ressortir que certains tronçons d'eaux pluviales pouvaient être amenés à être utilisés comme canalisation vers une rétention commune, voire comme rétention de substance dangereuse. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité d'analyser les risques liés à cette pratique et pouvant concourir, en cas de mise en contact de substance incompatible, à la génération d'incident ou d'accident.

La visite a permis de constater que l'exploitant avait fait réaliser fin 2023 un audit des séparateurs hydrocarbures du site. Cet audit montre qu'il serait nécessaire sur les 11 séparateurs présents d'en remplacer 5, de remplacer les filtres coalesceur sur 2 et de mettre en place une surveillance renforcée sur les 4 derniers.

L'inspection a pu constater que l'exploitant avait fait remplacer 3 séparateurs en 2024. Il est important qu'il continue à réaliser les opérations débutées en 2024 afin de remettre en état les équipements nécessaires pour traiter les eaux pluviales susceptibles d'être polluées avant rejet. Enfin, l'inspection a invité l'exploitant à mettre en place l'ensemble des actions permettant de

tracer le suivi, l'entretien ou le curage par un organisme agréé des réseaux ainsi que des équipements de traitement des eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : [...] <ul style="list-style-type: none">• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant a transmis le 15 janvier 2025 un plan des réseaux des eaux pluviales et des eaux usées. Le plan précise les sections des : <ul style="list-style-type: none">• réseau Eau Pluviale inspecté ;• réseau Eau Pluviale non inspecté ;• réseau Eau Usée (domestique) inspecté ;• réseau Eau Usée (domestique) non inspecté ; <u>NON-CONFORMITÉS :</u> Le plan n'est pas daté. Le plan ne fait pas apparaître les secteurs collectés, en effet, le plan ne permet pas de connaître les zones de collecte des eaux susceptibles d'être polluées associées à chaque séparateur d'hydrocarbures. Le plan ne fait pas apparaître l'ensemble des ouvrages, par exemple, il manque entre autres : <ul style="list-style-type: none">• le repérage des points de contrôle des stations DEGREMONT et NALCO (venturi et point de prélèvement) ;• la localisation des points de contrôle des débourbeurs-deshuileurs ;• l'emplacement du bouchon obturateur de la zone de manutention de l'acide fluorhydrique ; Le plan mentionne l'implantation du canal venturi de la station Dégremont, or la visite a permis de constater que le canal n'était plus présent au droit indiqué par le plan. Le plan indique également des mentions comme « regard non trouvé », « Regard Bloqué », ou

encore des « ?? » en bout de certains réseaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant continuera les investigations débutées en 2024, afin de mettre à jour l'ensemble des plans des réseaux des rejets aqueux. Il communiquera à l'inspection des installations dans un délai de 15 jours, les actions en cours, celles prévues ainsi que leurs échéances afin de disposer d'un plan à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. [...]
Constats : Par courriel du 6 décembre 2024, l'inspection avait demandé à l'exploitant de lui communiquer les éléments justifiants de l'entretien et de la surveillance des réseaux d'eau. Lors de la visite l'exploitant a confirmé qu'il n'existait aucun élément formalisé permettant de définir : <ul style="list-style-type: none"> • un plan de surveillance des réseaux de rejets aqueux ; • un plan d'entretien des réseaux, dont les débourbeurs-deshuileurs ; L'exploitant a expliqué réaliser des contrôles visuels sur certains tronçons qui, par expérience, nécessitaient des opérations de nettoyage régulier. Le nettoyage est généralement réalisé une fois par an à l'été lors de l'arrêt de l'activité. L'exploitant a expliqué que ses opérations de contrôle, de nettoyage, ainsi que leur périodicité ne sont pas formalisées, ni tracées. L'exploitant a expliqué que jusqu'à présent une entreprise réalisait l'entretien des débourbeurs-deshuileurs et que les déchets générés étaient stockés dans de grands récipients vrac (GRV) avant d'être éliminés en même temps que d'autres déchets huileux produits par l'installation.

L'exploitant a communiqué le 15 janvier 2025 deux rapports de contrôle de canalisation :

- Rapport de contrôle de canalisations n° 24-0284-1 du 2 septembre 2024 - Eaux pluviales (Inspection de routine de l'état) ;
- Rapport de contrôle de canalisation n° 24-0284 du 2 septembre 2024 - Eaux Usées (Inspection de routine de l'état) ;

Les inspections, d'une partie des canalisations, réalisées en 2024 soulignent entre autres :

- Pour le réseau des eaux usées (domestique) :
 - 28 remarques d'un risque potentiel ;
 - 3 remarques d'un risque modéré ;
- Pour le réseau des eaux pluviales :
 - 4 points d'inspection abandonnés à cause d'une obstruction - reprise en sens inverse impossible pas d'accès ;
 - 1 point avec un branchement pénétrant ;
 - 1 point avec un dépôt 100 % - reprise en sens inverse impossible pas d'accès ;

OBSERVATION

3 points d'inspection n'ayant pas pu être réalisés concernant les tronçons :

- EP77 / EP77BIs
- EP85 / EP 83
- EP84 / EP83

Or ces tronçons sont indiqués sur le plan fourni par l'exploitant comme « Réseau Eau Pluviale inspecté ».

L'exploitant a expliqué que lors des manipulations de l'acide fluorhydrique, un bouchon venait obturer le réseau des eaux pluviales et que cette section isolée permettait la rétention en cas de déversement accidentel.

OBSERVATION

Les éléments de l'étude de dangers n° GESIConseil-RAP-SALZGITTER-23-002 de novembre 2023 indique entre autres en incompatibilité de l' « Acide fluorhydrique 70% » « Réaction exothermique avec l'eau »

L'exploitant a informé l'inspection que lors des opérations de déchargement des bases ou des acides, les écoulements provenant des aires de dépotage étaient isolés, par des vannes, des réseaux d'eau pluviales et orientés vers la rétention « décapage 1 »

OBSERVATION

Or il apparaît dans l'étude de dangers susvisée que l'acide sulfurique « réagit violemment avec les bases ».

De plus, l'acide sulfurique et l'acide nitrique sont indiqués comme incompatibles avec les métaux.

NON-CONFORMITÉ

L'inspection a constaté que certains points des réseaux visités étaient :

- chargés en sédiment (cf. photos « amont EP152 » - « EP153 » - « EP49 »)
- présentaient des « érosions » ne permettant pas de s'assurer de l'étanchéité du réseau (cf. photo « EP48 ») ;

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 1 mois :

L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées, les actions en cours, celles prévues ainsi que leurs échéances afin de prendre en compte les remarques présentes dans les rapports de contrôle de canalisations et au présent point de constat.

L'exploitant communiquera les explications du marquage « Réseau Eau Pluviale inspecté » sur le plan des réseaux des rejets aqueux pour les tronçons EP77 / EP77BIs, EP85 / EP 83, EP84 / EP83.

L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées les éléments justifiant que le réseau d'eau pluviale permettant de servir de rétention en cas de déversement accidentel de l'acide fluorhydrique ne contient pas d'eau et résiste dans le temps aux actions physiques et chimiques de l'acide fluorhydrique.

L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées les éléments justifiant qu'il ne peut être présent, au niveau de la rétention de la zone décapage 1, au même moment, même de façon accidentelle, de l'acide sulfurique et des bases. Il communiquera également les éléments justifiant que les vannes et les réseaux pouvant entrer en contact avec les acides et les bases, même en cas accidentel, sont compatibles et résistent dans le temps aux actions physiques et chimiques des produits susmentionnés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : identification des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- issus des ateliers de traitement de surface ATM1 et ATM2, traités dans la station physicochimique de détoxification dite DEGREMONT,
 - issus de la presse et traités dans la station de déshuilage dite NALCO,
- [...]
- issus des débourbeurs - déshuileurs.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a été en mesure de présenter les points de rejet des stations dites Dégremont et Nalco, ainsi que les points de suivi des paramètres et de prélèvement associés.

NON-CONFORMITÉ

Concernant les effluents issus des débourbeurs - déshuileurs, l'inspection a constaté qu'il était impossible de distinguer les effluents issus des séparateurs SEP2, SEP3, SEP5, SEP6, SEP8, SEP11. En effet, les rejets de ces séparateurs rejoignent directement le collecteur commun sans qu'il n'existe un point permettant de contrôler ou surveiller les rejets avant dilution avec les eaux présentes dans le collecteur.

Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que la canalisation présente à l'intérieur du collecteur commun (cf. photo « PS », « PE110 ») correspondait aux eaux provenant de la zone au sud-est de l'établissement. Ceci permettant de justifier que les eaux au droit du point de surveillance en sortie du site correspondaient uniquement aux eaux issues des installations de la société DMV.

Il n'a pas été possible, le jour de l'inspection, de localiser le regard EP 34BIS, permettant de contrôler que le collecteur matérialisé sur le plan (cf. photo « extrait plan »), n'achemine pas d'eaux en provenance du sud du site.

OBSERVATION

L'inspection a constaté, après la visite d'inspection sur site, au sud de l'installation, de l'autre côté de la voie ferrée, la présence d'un collecteur passant sous celle-ci et se dirigeant vers le site de DMV (cf. photo « collecteur_sud_VF_1 »).

L'inspection a constaté la présence d'une canalisation pouvant correspondre à celle mentionnée par l'exploitant et être l'amont de celle constatée à l'intérieur du collecteur commun.

L'inspection a constaté que les eaux provenant de l'est au travers un ouvrage bétonné (cf. photo « collecteur_sud_VF_4 »), étaient ensuite canalisées dans la canalisation susmentionnée (cf. photos « collecteur_sud_VF_2 », « collecteur_sud_VF_3 »).

Par contre, aucun élément ne permet de s'assurer qu'en cas de forte arrivée d'eau la section de la canalisation est suffisamment dimensionnée pour éviter une surverse dans le collecteur.

De plus, l'inspection a constaté la présence d'une arrivée d'eau au pied du massif bétonné (cf. photo « collecteur_sud_VF_5 »). Cette arrivée semble correspondre avec la bouche au droit du fossé collectant les eaux du massif boisé situé au sud de la voie ferrée (cf. photo « collecteur_sud_VF_6 » « localisation_fossé »)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 6 mois :

L'exploitant réalisera les opérations nécessaires pour permettre de distinguer les effluents rejetés par les différents débourbeurs-déshuileurs, ceci avant le mélange avec les autres effluents

présents dans le collecteur commun.

L'exploitant réalisera les investigations nécessaires permettant de justifier que les eaux canalisées, avant de rentrer dans le collecteur présent au sud du site, ne viennent pas diluer les eaux résiduaires de son installation avant les mesures et analyses réalisées au droit du point de surveillance situé au nord de son site (absence de fuite, dégradation,...).

L'exploitant réalisera les investigations nécessaires permettant de justifier que les eaux rentrant dans le collecteur (hors celles canalisées) ne viennent pas diluer les eaux résiduaires de son installation avant les mesures et analyses réalisées au droit du point de surveillance situé au nord de son site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : caractéristique des débourbeur-déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2006, article 4.3.11

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'ensemble des eaux font l'objet d'un traitement sur l'un des 6 débourbeurs - déshuileurs du site. Ces derniers sont tous à minima de classe A.

La concentration du rejet ne peut excéder 5 mg/l d'hydrocarbures totaux.

Les débourbeurs déshuileurs sont curés tous les 6 mois par une société agréée.

Constats :

L'exploitant a transmis le 15 janvier 2025 la documentation technique relative aux débourbeurs-déshuileurs n°2,3,4,5,6,7,8,9. Celle-ci mentionne que les modèles présentent un rendement séparatif théorique de 5 mg/l, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 susvisé.

OBSERVATION

Lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection qu'il ne disposait pas de la documentation relative aux débourbeurs-déshuileurs n° 1, 10, 11 et 12, ne permettant donc pas de s'assurer de leur rendement séparatif théorique.

Par courriel du 15 janvier 2025, l'exploitant a transmis le tableau « Suivi Entretien débourbeurs-déshuileurs - 2024 ». Celui-ci fait état du fait que l'ensemble des débourbeurs-déshuileurs auraient fait l'objet de 2 curages en 2024.

NON-CONFORMITÉ

L'ensemble des débourbeurs-déshuileurs ont été curés en 2024 avec un pas supérieur à 6 mois.

En effet, le tableau montre 4 débourbeurs-déshuileurs (1, 2, 5 et 9) ayant eu une période de 10 mois entre deux curages.

L'exploitant a expliqué qu'il ne disposait d'aucun document permettant de justifier les

interventions réalisées par la société agréée, que ce soit pour les opérations d'écumage ou de curage débourbeurs-déshuileurs.

Lors de la visite sur site, l'inspection a constaté que le séparateur n° 12 était hors service (cf. photo EP49). L'exploitant a expliqué être informé de la situation. En effet, il a fait réaliser en 2023 un audit de l'ensemble des séparateurs du site. L'audit a préconisé le remplacement d'un certain nombre de séparateurs.

L'inspection a permis de constater que les séparateurs 7, 4 et 9 avaient été changés en 2024.

L'inspection a constaté sur les séparateurs n°3, 2 et 6 l'absence du flotteur normalement présent au niveau du point de rejet.

Le 23 janvier 2025, l'exploitant a transmis le rapport d'audit des séparateurs hydrocarbures du site du 21 décembre 2023.

Le rapport préconise les actions correctives suivantes :

- Réalisation d'un audit réseau EP + géo référencement x,y,z des réseaux
- Dimensionnement des bassins versants et du traitement des EP
- Séparateur à hydrocarbure - CVE2302908 n°1
 - Débloquer le pack lamellaire dans un premier temps
 - Envisager le changement de l'équipement
- Séparateur à hydrocarbure - CVE2302908 n°2
 - Mettre en place les alarmes et surveiller le flotteur après épisode pluvieux
- Séparateur à hydrocarbure - CVE2302908 n°3
 - Mettre en place d'une surveillance importante et remplacer le flotteur
- Séparateur à hydrocarbure - CVE2302908 n°5
 - Remplacer le débourbeur séparateur et mettre une alarme
- Séparateur à hydrocarbure - CVE2302908 n°7
 - Mettre en place un débourbeur séparateur à traitement intégral et une grande capacité de stockage d'huile
- Séparateur à hydrocarbure - CVE2302908 n°8
 - Remplacer le séparateur pour avoir un équipement de classe I
- Séparateur à hydrocarbure - CVE2302908 n°10
 - Surveillance et nettoyage renforcés
- Séparateur à hydrocarbure - CVE2302908 descente sous station n°11
 - Surveillance et nettoyage renforcés
- Séparateur à hydrocarbure - CVE2302908 n°6
 - Remplacer le filtre coalesceur
- Séparateur à hydrocarbure - CVE2302908 sous station n°12
 - Remplacer le séparateur en classe I et à la bonne taille nominale
- Séparateur à hydrocarbure - CVE2302908 stockage caisse vide n°9
 - Remplacer le filtre coalesceur

NON-CONFORMITÉ

L'inspection a constaté l'absence visuelle du flotteur sur le séparateur 2, 3, constats déjà réalisés lors de la visite d'audit de 2023.

L'inspection a constaté l'absence visuelle du flotteur sur le séparateur 6. Le rapport d'audit du 21

décembre 2023 fait état de la nécessité de mettre en place une procédure de surveillance régulière, afin d'éviter que 100 % des eaux de rejet passent par le by-pass sans traitement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 15 jours.

L'exploitant communiquera les éléments justificatifs des actions réalisées et un planning des actions à réaliser afin que l'ensemble des séparateurs répondent aux prescriptions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2006.

L'exploitant communiquera les mesures mises en place durant la période de remise en état ou de remplacement des séparateurs, permettant de s'assurer que les rejets d'hydrocarbure au droit des points de rejet de chaque séparateur ne dépassent pas la valeur de 5 mg/l.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours